

GENÈVE

Publicités scientologues dans les TPG

Des spots publicitaires et des brochures produits par une fondation scientologique sont diffusés dans les bus genevois. L'opérateur assure avoir agi de bonne foi et annonce stopper sans délai cette campagne.

JEUDI 9 MAI 2019 MOHAMED MUSADAK



Des professionnels de la prévention dénoncent le caractère anxiogène de la campagne. DR

PRÉVENTION «La vérité sur la drogue» ou encore «Tout ce que vous ne savez pas sur la drogue», le tout accompagné d'images d'ados à l'air désespéré et aux prises avec des substances psychotropes. C'est peu dire que les visuels affichés depuis mercredi sur les écrans des véhicules des Transports publics genevois (TPG) détonnent avec les habituelles offres culturelles ou les très sages campagnes de

prévention. Ils sont le fruit de la nouvelle campagne de l'association Dites non à la drogue – Genève (DNDG). Une structure qui œuvre pour empêcher la consommation de psychotropes depuis une vingtaine d'années, selon son site internet.

Problème: les visuels et les brochures que l'association compte distribuer sont offerts par la Fondation pour un monde sans drogue, de qui elles proviennent. Cette institution internationale a été créée et financée par des scientologues, une communauté religieuse légale en Suisse, mais controversée. Les professionnels de la prévention sont aussi très sceptiques sur les méthodes de l'association.

Rétropédalage

Interpellée par *Le Courrier*, TP Publicité, filiale des TPG, a décidé jeudi «de faire stopper sans délai l'ensemble de la campagne en cours (spots et affichage) sur la base des informations désormais entre ses mains». Pour arrêter leur mesure, les instances dirigeantes ont pris en considération «les clauses de déontologie relatives aux messages publicitaires à caractère confessionnel pouvant être assimilés à du prosélytisme». La mesure devrait être pleinement effective «d'ici à quelques jours». La régie dit «avoir agi de bonne foi» en autorisant la campagne. «TP Pub s'est prononcée sur une demande émise par une association à but non lucratif, après consultation de ses statuts. Le lien avec l'Eglise de scientologie n'était pas établi» justifie François Mutter, porte-parole des TPG. Le

communicant n'indique cependant pas si des mesures seront prises à l'avenir pour mieux contrôler les clients de TP Publicité.

Patrice Bösiger, porte-parole de DNDG, n'était pas au courant jeudi du rétropédalage de la régie publicitaire. «Il n'y a aucune raison juridique pour prendre une telle mesure», a-t-il simplement déclaré. Il assume le caractère «plus musclé», voir anxiogène de la campagne, notamment des clips vidéo de leur site internet. «C'est une manière de communiquer qui parle aux jeunes, même si les vidéos sont destinées aussi aux parents et aux enseignants.» Dites non à la drogue comptait distribuer 50 000 brochures, notamment dans les présentoirs à flyers des bus, pendant tout le mois qu'aurait duré la campagne de sensibilisation.

Association indépendante?

Questionné sur les liens de son association avec la Fondation pour un monde sans drogues, Patrice Bösiger assure qu'elle «est indépendante mais qu'une collaboration en bonne intelligence a lieu. Elle fournit les brochures et les clips, le reste des activités est, en revanche, financé par les cotisations.» Le porte-parole reconnaît aussi aisément que la Fondation pour un monde sans drogue «a été créée par des scientologues qui souhaitent œuvrer pour un monde meilleur. Des objectifs qui n'ont rien d'attaquables». D'autant plus que les brochures rapporteraient, selon lui, «des faits et non des opinions».

Professionnels catastrophés

Un avis que ne partage pas Jean-Félix Savary, secrétaire général du Groupement romand d'études des addictions (GREA), association des professionnels du domaine. «Les arguments avancés dans les brochures mettent en cause la science et la médecine telles qu'elles sont pratiquées, faisant croire au lecteur qu'on lui cache la vérité.» Une attaque que balaie justement ainsi M. Bösiger: «Les personnes qui nous attaquent sont souvent celles qui voient un intérêt économique potentiel dans l'usage des drogues.»

Le GREA dénonce également le caractère anxiogène des brochures de la Fondation pour un monde sans drogues. «Aucun professionnel

ne travaille ainsi. Car cette approche est contre-productive. La recherche scientifique a démontré qu'elle ne dissuade pas de consommer des drogues et, surtout qu'elle rend le sujet tabou auprès des usagers et des proches.»

Christian Wilhelm, directeur de la Fédération genevoise pour la prévention alcool/cannabis, qui ne s'exprime qu'à titre personnel, dénonce quant à lui le côté prosélyte de la démarche: «Il y a une volonté de profiter de la vulnérabilité de personnes, proches ou consommateurs, pour faire du rabattage religieux. On peut dire que c'est malhonnête.» Et Jean-Félix Savary de s'étonner «que les TPG aient autorisé du prosélytisme d'une secte, dans ses bus».

Rappelons tout de même que l'Eglise de scientologie, présente depuis quarante-cinq ans en Suisse, n'est pas une organisation illégale, comme le confirme le Centre intercantonal d'information sur les croyances (CIC): «La liberté de croyance est un droit fondamental en Suisse. Si certaines communautés religieuses ont été condamnées pour des activités délictueuses, ce n'est pas le cas, à ma connaissance, de l'Eglise de scientologie en Suisse», explique Brigitte Knobel, directrice. Mais la spécialiste des dérives religieuses nuance: «La scientologie est néanmoins controversée, notamment en raison de son approche de la psychiatrie, de ses pratiques prosélytes et des pressions qu'elle exerce à l'encontre de ses membres.»